

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 02/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DYNACAST FRANCE

506 avenue Saint Just
77000 Vaux-le-Pénil

Référence : E4/24 - Co2.3

Code AIOT : 0006502956

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2023 dans l'établissement DYNACAST FRANCE implanté 506, avenue Saint Just 77000 Vaux-le-Pénil. L'inspection a été annoncée le 12/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DYNACAST FRANCE
- 506, avenue Saint Just 77000 Vaux-le-Pénil
- Code AIOT : 0006502956
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Dynacast exploite à Vaux-le-Pénil une installation de production de pièces de fonderie de précision en ZAMAK (alliage de zinc, aluminium, magnésium et cuivre) de 0,1 g à 100 g destinés à l'industrie automobile et à l'industrie électronique. Ces pièces sont fondues à partir de moules d'acier qui sont fabriqués sur place par des procédés mécaniques et par la technique de l'électroérosion (suppression de matière par des charges électriques).

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, le site a été autorisé par arrêté préfectoral n° 03 DAI 2IC 155 du 30 mai 2003.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- risques chroniques,
- risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Autre du 23/03/2021	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, article 3.I.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, articles 3.V.7.1.1 et 3.V.7.5	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Isolement du site et rétention des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, articles 3.I.3.2 et 3.I.3.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Points de rejet des eaux pluviales et qualité	Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, articles 3.I.5.1 et 3.I.6.3.1	Sans objet
4	Points de rejet des eaux industrielles et qualité	Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, articles 3.I.5.1 et 3.I.6.3.1	Sans objet
5	Traitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, article 3.I.6.1	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, articles 3.II.2.2 et 3.II.3.2	Sans objet
9	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 18 à 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est dans l'essentiel bien tenu.

Suite au porter à connaissance initialement déposé en 02/2019 relatif aux modifications réalisées sur le site et aux demandes de l'exploitant (actualisation des procédés et des quantités induites, évolution des points de rejet des effluents liquides et des valeurs limites associées, évolution des points de rejet atmosphériques et des valeurs limites associées ...) actuellement en cours d'instruction, un arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour les prescriptions applicables au site sera proposé ultérieurement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 23/03/2021
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Mail de l'exploitant du 23/03/2021 dans le cadre de son dossier de porter à connaissance initialement déposé en février 2019 : Rubrique 2552-1 : Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550) 22 fours, la capacité de production étant au maximum égale à 10 t/j => Autorisation Rubrique 2560-2 : Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant égale à 315 kW => Déclaration Rubrique 2565-2b : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670 Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant égal à 520 litres => Déclaration Une machine FISA ultra-son pour le lavage des moules (140 litres de lavage et 140 litres de rinçage) et 2 machines BioX T700 (2 x 120 litres) Rubrique 2575 : Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565 La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes (affûteuses, tourets, ponceuses, grenailleuses...) pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant égale à 59 kW => Déclaration Rubrique 2910-A2 : Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est égale à 2,2 MW (chaudière gaz naturel de 700 kW et 2 brûleurs AIRCALO de 750 kW chacun) => Déclaration
Constats : Un point a été fait sur la situation administrative du site. S'agissant du classement sous la rubrique 2552-1 (Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550)), le site dispose de 23 fours et la capacité de production est au maximum de 3,2 t/j. Le site relève bien de l'autorisation sous cette rubrique. L'exploitant devra confirmer, sous un délai d'un mois, la capacité de production maximum journalière. S'agissant du classement sous la rubrique 2560-2 (Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b), la puissance maximum

de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est égale à 315 kW. Le site relève du régime de la déclaration pour cette rubrique.

S'agissant du classement sous la rubrique 2565-2b (Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670, procédés utilisant des liquides), le volume des cuves affectées au traitement est égal à 520 litres. Le site relève du régime de la déclaration pour cette rubrique.

S'agissant du classement sous la rubrique 2575 (Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565), la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes (affûteuses, tourets, ponceuses, grenailleuses...) pouvant concourir au fonctionnement de l'installation est égale à 59 kW. Le site relève du régime de la déclaration pour cette rubrique.

S'agissant du classement sous la rubrique 2910-A2 (Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1), la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est égale à 2,2 MW (chaudière gaz naturel de 700 kW et 2 brûleurs gaz naturel de 750 kW chacun). Le site relève du régime de la déclaration pour cette rubrique.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la machine de lavage ultra-son des pièces utilisant du perchloréthylène (non classée sous la rubrique 2564 (Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670) car volume des cuves inférieur à 200 litres) était à l'arrêt et en attente d'évacuation.

L'exploitant devra transmettre, sous un délai de trois mois, les justificatifs relatifs à l'évacuation de la machine de lavage ultra-son des pièces utilisant du perchloréthylène ainsi que des fûts de solvant.

Observations :

Un porter à connaissance initialement déposé en 02/2019 relatif aux modifications réalisées sur le site et aux demandes de l'exploitant (actualisation des procédés et des quantités induites, évolution des points de rejet des effluents liquides et des valeurs limites associées, évolution des points de rejet atmosphériques et des valeurs limites associées ...) est en cours d'instruction. Un arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour les prescriptions applicables au site sera proposé ultérieurement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, article 3.I.4

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire, ...), - les ouvrages de toute sorte (vannes, compteurs), - les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature. <p>[...]</p>
<p>Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un plan des réseaux du site révisé en 2020. Néanmoins, les légendes figurant sur ce plan ne sont pas cohérentes avec ce dernier et le plan ne semble pas comporter tous les éléments précisés à l'article 3.1.4 de l'arrêté du 30/05/2003.</p> <p>L'exploitant devra transmettre un plan des réseaux du site avec des légendes cohérentes. Il s'assurera que le plan transmis comporte tous les réseaux d'eau (potable, pluvial et industriel), les installations de traitement, les disconnecteurs, les points de rejet et les ouvrages de toute sorte (compteurs, vannes d'isolement...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Points de rejet des eaux pluviales et qualité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, articles 3.1.5.1 et 3.1.6.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet des eaux pluviales et qualité</p>
<p>Prescription contrôlée : Article 3.1.5.1 : Points de rejet n° 3 et n° 4 Nature des effluents : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux pluviales non polluées Exutoire : Réseau eaux pluviales de la zone industrielle Traitement avant rejet : Débourbeurs-déshuileurs Milieu naturel récepteur : Seine Conditions de raccordement : Convention</p> <p>Article 3.1.6.3.1 : Références des rejets n° 3 et 4 : Eaux pluviales Paramètres Concentration maximale en mg/l Autosurveillance assurée par l'exploitant et par un organisme agréé MES 30 DBO5 10 DCO 40 Hydrocarbures totaux 10 Suivi ponctuel Mesure annuelle et à chaque incident</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué que le site dispose d'un seul point de rejet des eaux pluviales dans le réseau eaux pluviales de la zone industrielle. Les dernières analyses des eaux pluviales en sortie de site et après traitement par le séparateur d'hydrocarbures ont été réalisées le 05/05/2023. Les résultats sont conformes aux valeurs limites fixées à l'article 3.1.6.3.1 de l'arrêté du 30/05/2003.</p>
<p>Observations : Un porter à connaissance initialement déposé en 02/2019 relatif aux modifications réalisées sur le site et aux demandes de l'exploitant (actualisation des procédés et des quantités induites, évolution des points de rejet des effluents liquides et des valeurs limites associées, évolution des points de rejet atmosphériques et des valeurs limites associées ...) est en cours d'instruction. Un</p>

arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour les prescriptions applicables au site sera proposé ultérieurement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Points de rejet des eaux industrielles et qualité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, articles 3.1.5.1 et 3.1.6.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet des eaux industrielles et qualité

Prescription contrôlée :

Article 3.1.5.1 :

Point de prélèvement : n° 2

Nature des effluents : EI (Tribofinition, dégraissage des pièces, lavage des caisses, eaux de lavage des sols)

Débit maximal journalier (m3/j) : 2,5 m3

Rejet annuel estimé : 385 m3

Tribofinition et dégraissage des pièces : 4 bâchées de 1,8 m3 par semaine

Lavage des caisses : 900 litres par mois

Exutoire : Réseau eaux usées de la zone industrielle

Traitement avant rejet : Physico-chimique et biologique

Milieu naturel récepteur : Seine

Conditions de raccordement : Convention

Point de prélèvement : n° 5

Nature des effluents : EI (Eaux de rinçage de la station de nettoyage des moules)

Rejet annuel estimé : 121 m3 + 7,6 m3

Exutoire : Réseau eaux usées de la zone industrielle

Traitement avant rejet : Biologique

Milieu naturel récepteur : Seine

Conditions de raccordement : Convention

Article 3.1.6.3.1 :

Tableau fixant les valeurs limites des rejets industriels

Constats :

L'exploitant a indiqué que le site dispose d'un seul point de rejet des eaux industrielles (point n° 2) dans le réseau eaux usées de la zone industrielle après traitement par voie physico-chimique. Les eaux de rinçage de la station de nettoyage des moules (point n° 5) sont dirigées vers la station physico-chimique du site pour ensuite être évacuées via le point n° 2 susmentionné.

L'exploitant fait réaliser une analyse annuelle sur 24 h des eaux industrielles après traitement par voie physico-chimique et sur tous les paramètres listés à l'article 3.1.6.3.1 de l'arrêté du 30/05/2003. Les dernières analyses ont été réalisées du 14 au 15/06/2023. Les résultats sont conformes aux valeurs limites fixées à l'article 3.1.6.3.1 de l'arrêté du 30/05/2003.

L'exploitant fait également réaliser une analyse ponctuelle des eaux industrielles traitées deux fois par an sur les paramètres pH, température, DCO, métaux, aluminium, zinc et hydrocarbures.

Au niveau interne, des analyses sont réalisées ponctuellement à chaque bâchée sur les paramètres pH, aluminium et zinc. L'inspection a consulté le fichier de suivi des résultats de ces analyses. Les résultats n'appellent pas de commentaire de l'inspection.

Observations :

Un porter à connaissance initialement déposé en 02/2019 relatif aux modifications réalisées sur le site et aux demandes de l'exploitant (actualisation des procédés et des quantités induites, évolution des points de rejet des effluents liquides et des valeurs limites associées, évolution des points de rejet atmosphériques et des valeurs limites associées ...) est en cours d'instruction. Un arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour les prescriptions applicables au site sera proposé ultérieurement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, article 3.I.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur d'hydrocarbure
Prescription contrôlée : Les installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement. Les paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche d'une installation de traitement sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Le suivi des installations est confié à un personnel compétent disposant d'une formation. [...]
Constats : Les cuves de l'installation de traitement des effluents industriels ont été nettoyées et contrôlées le 09/11/2021. Les filtres de l'installation ont été changés en 04/2023. Le personnel de maintenance du site est chargé du suivi de l'installation de traitement. Le pompage et le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures du site ont été effectués le 16/06/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, articles 3.II.2.2 et 3.II.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3.II.2.2 : Tableau précisant les caractéristiques des installations de traitement Les installations de traitement sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration déterminées lors de leur implantation (notamment pendant les périodes d'arrêt et de démarrage de l'installation). Article 3.II.3.2 : Tableau fixant les valeurs limites des rejets à l'atmosphère
Constats : L'exploitant a indiqué que le site dispose de deux cheminées (fonderie 1 et fonderie 1 bis) équipées de systèmes de filtration. Les filtres sont régulièrement nettoyés par le personnel de maintenance. Ces derniers sont changés régulièrement. Le dernier changement a eu lieu début 2023. L'exploitant réalise un suivi des changements de filtres. L'exploitant fait réaliser une analyse des rejets atmosphériques de ses installations une fois par an. Les dernières analyses ont été réalisées le 07/06/2023. Les résultats montrent des dépassements des valeurs limites imposées aux articles 3.II.2.2 et 3.II.3.2 pour les paramètres suivants : vitesse minimale d'éjection des gaz, zinc et COV (en concentration et en flux).
Observations :

Un porter à connaissance initialement déposé en 02/2019 relatif aux modifications réalisées sur le site et aux demandes de l'exploitant (actualisation des procédés et des quantités induites, évolution des points de rejet des effluents liquides et des valeurs limites associées, évolution des points de rejet atmosphériques et des valeurs limites associées ...) est en cours d'instruction. Un arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour les prescriptions applicables au site sera proposé ultérieurement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, articles 3.V.71.1 et 3.V.75

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

Article 3.V.71.1 : Définition des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Article 3.V.75 : Ressources en eau et mousse

L'exploitant assure la défense intérieure contre l'incendie au moyen :

- d'extincteurs [...],
- de bornes incendie extérieures (3 distantes de moins de 200 mètres).

Les bouches, poteaux d'incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Constats :

Le site dispose d'extincteurs. Ces derniers ont été vérifiés le 11/01/2023. Les remarques soulevées lors de ce contrôle ont été levées par l'exploitant le 07/02/2023.

Le système de détection incendie du site a fait l'objet de travaux en 2023. 19 détecteurs ont été ajoutés et 1 déclencheur manuel a été installé afin d'améliorer le système.

Le système de détection incendie a fait l'objet d'une vérification le 02/02/2023. Les travaux de mise en conformité du système (remplacement de détecteurs notamment) ont été réalisés en 07/2023 et en 10/2023.

Le système de désenfumage a été contrôlé le 27/09/2023. Le rapport de contrôle conclut quant au bon fonctionnement du système.

Concernant les poteaux incendie, l'exploitant a présenté un mail de la mairie du 22/09/2023 justifiant du fonctionnement des 3 poteaux publics les plus proches du site.

Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ces 3 poteaux incendie sont distants de moins de 200 mètres du site.

L'exploitant devra justifier que les 3 poteaux incendie situés sur la voie publique sont distants de moins de 200 mètres du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Isolement du site et rétention des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2003, articles 3.I.3.2 et 3.I.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement du site et rétention des eaux d'extinction d'incendie
Prescription contrôlée : Article 3.I.3.2 : Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. Article 3.I.3.3 : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sur ou à proximité des installations sont raccordés à un bassin de rétention étanche aux produits collectés d'une capacité arrêtée après accord du Service Départemental d'Incendie et de Secours avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 3.I.2.5 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué que le site dispose d'un obturateur en sortie de séparateur d'hydrocarbures. Le dispositif est vérifié annuellement. S'agissant des eaux d'extinction d'incendie, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser le dimensionnement de leur rétention et les modalités de leur confinement. L'exploitant doit se positionner vis-à-vis du guide D9A pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie et engager une réflexion quant à la mise en œuvre du volume d'eaux polluées d'extinction à retenir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 18 à 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Article 18 Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. [...] Article 19 En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

Article 20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

L'analyse du risque foudre et l'étude technique ont respectivement été réalisées les 18/12/2018 et 02/07/2020.

L'exploitant a présenté le rapport de la vérification complète des installations de protection contre la foudre du site effectuée le 28/06/2023. Ce rapport n'appelle pas de commentaire de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

